

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)

(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

**ORDONNANCE
DU 28 OCTOBRE 2020**

N° 2020 - 248

**N° RG 20/04497 - N°
P o r t a l i s
DBVK-V-B7E-OXB4**

Décision déferée au premier président :

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de MONTPELLIER en date du 16 octobre 2020 enregistrée au répertoire général sous le n° 20/01133.

ENTRE :

Nina COMEAU

C/

**LE DIRECTEUR
DU CENTRE
HOSPITALIER
REGIONAL
UNIVERSITAIRE
Jean-Christophe
CHENICLET
P A R Q U E T
GENERAL**

Madame [REDACTED]
née le 14 Janvier 1982 à LES LILAS (93260)
Centre Hospitalier Régional Universitaire
Spécialisé psychiatrique
La Colombière
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Appelante

Comparante, assistée de **Me Elodie BOKOBZA**, avocat commis d'office

ET :

**Monsieur LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL
UNIVERSITAIRE**
Spécialisé psychiatrique
La Colombière
34295 MONTPELLIER CEDEX 5
non comparant

Monsieur Jean-Christophe CHENICLET (tiers)
non comparant

MONSIEUR LE PROCUREUR GENERAL
cour d'appel
1 rue Foch
34000 MONTPELLIER
non comparant

DEBATS

L'affaire a été débattue le 27 Octobre 2020, en audience publique, devant Myriam BOUZAT, conseillère, déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Manon BORREMANS greffier et mise en délibéré au 28 octobre 2020.

ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Myriam BOUZAT, conseillère, et Marilyne THOMAS, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n° 2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de MONTPELLIER en date du 16 Octobre 2020,

Vu l'appel formé le 20 Octobre 2020 par [REDACTED] reçu au greffe de la cour le 20 Octobre 2020,

Vu l'avis du ministère public en date du 23 octobre 2020 qui s'en rapporte,

Vu le procès-verbal d'audience du 27 octobre 2020.

PRÉTENTIONS DES PARTIES

Madame [REDACTED] à l'audience déclare qu'elle est venue s'installer en Occitanie avec son compagnon et sa fille depuis 2 ans, qu'elle se reconnaît une anxiété intrinsèque et a été hospitalisée plusieurs fois à la Colombière. En 2019 elle a été hospitalisée deux fois en clinique privée où elle avait su tisser des liens avec le personnel soignant, ce qu'elle dit qu'il est impossible de faire à l'hôpital de la Colombière compte tenu de la surcharge de travail de l'ensemble du personnel soignant. Elle nourrit le projet de terminer sa formation en tant que responsable de secteur de l'association GAM service à la personne et de rejoindre son compagnon et sa fille âgée de 3 ans et demi à la charge de ce dernier et d'une tante.

L'avocat de [REDACTED] fait valoir au soutien de la demande de mainlevée un moyen de nullité tiré de la violation des dispositions de l'article L3211-3 du code de la santé publique.

Le représentant du ministère public s'en rapporte.

Le certificat médical de situation établi le 23 octobre 2020 par le Dr Eric DEIFTS, psychiatre conclut au maintien de la mesure afin d'organiser un suivi ambulatoire adapté.

MOTIFS

Sur la recevabilité de l'appel :

l'appel formé le 20 octobre 2020 à l'encontre de l'ordonnance du juge des libertés la détention de Montpellier du 16 octobre 2020 est recevable pour avoir été relevée dans les 10 jours de la notification de l'ordonnance querellée.

Sur le moyen de nullité tiré de la violation des dispositions de l'article L3211-3 du code de la santé publique:

Outre la notification à l'audience des décisions du juge des libertés et de la détention prévue par l'article R. 3211-16 du code de la santé publique, une information en amont de la personne soumise aux soins relativement à la mesure dont elle fait l'objet est prévue.

Ainsi, l'article L. 3211-3 du code de la santé publique prévoit, depuis la loi du 27 septembre 2013, trois types d'informations devant impérativement être portées à sa connaissance :

➤ la personne soumise aux soins doit être informée, le plus rapidement possible et de manière appropriée à son état, de la décision administrative d'admission, de maintien ou de modification de la forme des soins dont elle fait l'objet, ainsi que des raisons qui motivent la décision en cause ;

➤ la personne soumise aux soins doit être informée dès son admission, son maintien en soins ou sa réadmission, ou aussitôt que son état le permet, de « *sa situation juridique, de ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L. 3211-12-1* » ;

➤ la personne soumise aux soins doit être informée, dans la mesure où son état de santé le permet, de tout projet de décision administrative de maintien des soins ou de définition de la forme de la prise en charge et doit pouvoir formuler des observations.

La Cour de cassation veille au respect de ce triple niveau d'information.

(1^{re} Civ., 18 juin 2014, pourvoi n° 13-16.887)

C'est à juste titre que le premier juge a relevé une irrégularité tenant au délai de trois jours entre la décision de maintien en hospitalisation complète du 9 octobre 2020 et sa notification le 12 octobre suivant.

L'article L. 3216-1 du code de la santé publique prévoit en son deuxième alinéa que les irrégularités affectant les décisions d'admission en soins psychiatriques sans consentement n'entraînent la mainlevée de la mesure concernée « *que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet* ».

La motivation de la décision du 16 octobre 2020 du juge des libertés et de la détention de Montpellier, par l'absence d'atteinte aux droits de la patiente en raison de ce retard de trois jours dans la notification de décision de maintien du fait que la patiente avait reçu notification de sa situation juridique de ses droits, voies de recours et garanties offertes le 6 octobre 2020 dès son admission en hospitalisation complète, et qu'elle avait formé un recours le lendemain de la notification de la décision de maintien soit le 13 octobre 2020, a manqué de base légale.

(1^{re} Civ., 5 juillet 2018, pourvoi n° 18-50.042)

En l'espèce, en prenant pour exemple, le recours de la patiente formé le lendemain de la notification de la décision de maintien d'hospitalisation complète, soit le 13 octobre 2020, la notification sans délai de la décision de maintien du 9 octobre 2020 aurait pu lui permettre de former éventuellement un recours le lendemain soit le 10 octobre 2020.

Qu'en ayant été empêchée d'exercer pleinement ses droits à recours, puisque laissée dans l'ignorance de la décision prise à son égard durant trois jours, il est indéniable qu'il en est résulté une atteinte à ses droits.

En conséquence, il convient d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète prise à l'égard de [REDACTED].

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons recevable l'appel formé par Madame [REDACTED],

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

Ordonnons la mainlevée de la mesure de soins psychiatriques sans consentement prise à l'égard de Madame [REDACTED] dans les vingt-quatre heures de la notification de la présente décision aux fins de mise en place d'un éventuel programme de soins ambulatoires.

Laissons les dépens à la charge du trésor public,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement.

Le greffier



Le magistrat délégué

